

SITUATION SÉCURITAIRE

Le secret de la longévité du terrorisme

Le relatif fléchissement des actes terroristes, qui a marqué le dernier trimestre de l'année écoulée, s'est relevé d'un cran ces deux premiers mois.

La moyenne, au niveau national, est passée de moins d'un acte criminel à près de trois par mois, selon un décompte de la presse nationale.

Ces deux derniers mois, par contre, sont sensiblement plus «calmes», par rapport à la même période de l'année dernière, qui a connu près d'une centaine d'actes terroristes contre quelque quatre-vingts pour cette année.

Mais la deuxième moitié de ce mois de février a été marquée par une série d'attentats dans les wilayas de Tébessa et Jijel qui ont fait une trentaine de victimes, laissant craindre d'autres jusqu'au prochain tassement.

Surtout que le terrorisme de l'ex-GSPC a de moins en moins tendance à éviter de s'attaquer aux civils, comme il s'en proclamait avant son absorption par Al-Qaïda.

Cette évolution en dents de scie de la situation sécuritaire, qui traverse des périodes de relatives «accalmies», ponctuées par de subites «recrudescences», trouve une explication immédiate dans l'action menée par les forces de sécurité que

le terrorisme cherche à contourner, en tentant de commettre des attentats se voulant spectaculaires, parfois dans des lieux ou contre des cibles moins prévisibles.

Mais cette première lecture, qui s'apparente à la théorie «du gendarme et du voleur», est loin d'être satisfaisante, pour la simple raison que le «voleur» n'essaie pas d'éviter le «gendarme», mais en fait une cible. Et même une cible prioritaire.

L'explication se trouverait plutôt dans la nature du terrorisme se proclamant de l'islamisme et les objectifs qu'il se fixe.

Qu'il se revendique d'Al-Qaïda, comme l'ex-GSPC, ou qu'il agisse comme l'ont fait les autres organisations criminelles qui ont sévi avant lui, il sait indubitablement qu'il ne pourra jamais prendre le dessus sur l'action des forces de sécurité et vaincre la force de l'Etat.

Mais, dans ce cas, comment comprendre sa persistance dans son aveuglement, qui se confond avec un suicide à plus ou moins long terme ? La réponse réside dans la manière dont il a été théorisé par ses idéo-



L'objectif des terroristes est de prolonger sans cesse la situation de guerre.

logues. Pour eux, une organisation terroriste, pour atteindre son but final, qui est d'imposer son diktat, doit passer par des étapes : celle de sa constitution par un groupe réduit, qui va progressivement se développer et multiplier son action macabre, suivie de celle où elle parvient à rendre coup pour coup à la lutte antiterroriste (comme il essaie de le faire actuellement) et finalement, celle où elle sera en mesure

d'entraîner derrière elle des forces importantes de la société, pour se permettre de dicter ses quatre volontés au pouvoir politique en place qui n'aura d'autre choix que de lui céder sa place.

Mais ces mêmes théoriciens sont conscients que sur le terrain une progression aussi linéaire est impossible, vu la complexité de la société et l'importance de la force de l'Etat. Ils prônent alors que chaque fois qu'il est

impossible de passer à l'étape suivante, il faut revenir à la précédente. La longévité de l'organisation est ainsi assurée.

Le plus important pour eux réside au sein de la détermination et des convictions du noyau central qui dirige l'organisation terroriste.

Selon eux, la victoire finale est le résultat des petites victoires de chaque jour. L'objectif, finalement, est de prolonger sans cesse la situation de guer-

re. Ils considèrent que chaque attentat est en lui-même un élément propulseur d'une dynamique qui semblait avoir été cassée à un certain moment par la lutte antiterroriste.

Au combat que mène celle-ci pour l'éradiquer, le terrorisme, sachant qu'il n'a pas les moyens de détruire ce qu'il considère comme son «ennemi», se suffit du principe de terroriser tant qu'il le peut, afin de faire naître le sentiment qu'il ne peut être vaincu.

Son but n'est pas la victoire mais la terreur, et c'est elle qui forcera un jour le pouvoir à estimer que la seule issue est de se plier à son diktat et lui laisser le terrain libre pour réaliser ses objectifs.

Ce même but a été celui emprunté par le GIA, mais la voie de la terreur ne lui a pas réussi. Elle a même précipité sa chute.

Les grands enseignements tirés de la manière dont il a été éradiqué montrent que sa fin est due essentiellement à l'action des forces de sécurité.

Mais, celle-ci a également reposé sur tout un éventail d'actions complémentaires apportées par la société, que les théoriciens du terrorisme n'ont pas prévues. Et dont, apparemment, l'économie ne peut être faite pour venir à bout de l'ex-GSPC.

Mohamed Issami

FLN : JOURNÉE DE RÉFLEXION SUR LE PLURALISME POLITIQUE

Des opposants font le procès du régime !

Le Front de libération nationale (FLN) a organisé, mercredi dernier au siège national du parti à Hydra, une journée de réflexion portant sur le thème très «passionnant» du «pluralisme politique en Algérie : bilan et perspective».

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - «Le FLN n'a pas besoin de faire semblant de se distinguer pour marquer sa présence sur la scène nationale.»

C'est par cette phrase assassine que le secrétaire général du FLN ouvrira les travaux, faisant allusion au colloque autour du même thème organisé par son partenaire au gouvernement, le MSP qui, à l'occasion, agissait comme s'il était un parti

d'opposition ! Pour cette rencontre débat-réplique, donc le département de la formation politique a fait appel à des professeurs universitaires, des représentants de partis politiques, des étudiants et des militants politiques.

Les débats, très intéressants à suivre, ont particulièrement été marqués par trois interventions qui méritent d'être citées.

D'abord, celle de Abdelali Rezagui, professeur de journalisme à

l'université d'Alger, qui regrette le spectaculaire recul de la liberté d'expression en Algérie ces dernières années.

«De nos jours, on a parfois l'impression que tous les médias algériens ont le même rédacteur en chef» !

Ancien militant démocrate, ex-membre de la direction du FFS dont il a été exclu avec ce qu'on appelle le groupe de Ali Rachedi pour avoir osé remettre en cause la ligne politique du parti, Mohand Arezki Ferrad se distinguera par une intervention très remarquable en mettant le doigt là où ça fait mal : «L'on ne peut

plus parler de pluralisme politique dans l'Algérie d'aujourd'hui ! Le champ politique et médiatique est hermétiquement fermé.

L'opposition est interdite de s'exprimer dans les médias publics, notamment la télévision, et personne ne peut créer un parti politique.»

Un sombre tableau, malheureusement réel. Tout comme ce constat amer : «Il ne faut plus se voiler la face : 20 ans après l'avènement du pluralisme politique en Algérie, le citoyen ne fait plus confiance à la classe politique à cause du comportement des diri-

geants». Quant à la dernière intervention notable, mais pour de bien différentes raisons, celle du numéro deux du MDA de Ahmed Ben Bella.

Avec une âme intacte de «qui-tuiste», Khaled Bensmaïl assénera d'emblée : «On a tendance à oublier un acteur de taille dans ce débat, l'armée, et notamment les services de renseignement. Ces derniers se sont distingués de deux manières.

D'abord en faisant de la politique à travers le mouvement associatif, puis en procédant à des assassinats» ! Face à la posture pour le moins

choquée de la salle, l'orateur tentera de rectifier le tir en précisant. «D'accord, les services n'étaient pas les seuls qui ont tué en Algérie, mais ils ont tué quand même.»

Omettant, bien sûr, de préciser qu'en face, il y avait tout de même une machine terroriste qui a une identité politique, exactement la même que celle dont il se proclame.

Belkhadem précisera à la fin des travaux que le parti organisera une autre rencontre de deux jours cette fois, autour du même thème durant la première quinzaine du mois de mars.

K. A.